



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Arrêté du 05 MAI 2022**  
**réglementant les activités exercées par la Société LUBRIZOL FRANCE – établissement de**  
**Rouen – 25, quai de France**

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,**  
**Officier de la Légion d'honneur,**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le Code de l'environnement et notamment l'article L512-1 ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret du Président de la République en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 nommant M. Pierre-André DURAND préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021 modifiant la nomenclature des installations classées et certaines dispositions du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau, ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 26 juillet 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 04 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R.516-1 du Code de l'environnement, modifié par l'arrêté du 12 février 2015 ;

- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'enregistrement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 22-014 du 01 avril 2022 portant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2020 réglementant les activités exercées par la société LUBRIZOL FRANCE – établissement de Rouen – 25, quai de France à Rouen ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société LUBRIZOL FRANCE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2021 imposant des prescriptions complémentaires à la société LUBRIZOL FRANCE ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 18 août 2021 prescrivant des dispositions complémentaires à la société LUBRIZOL FRANCE ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas n° 2021-004270 accompagnée du Porter à connaissance relatif au projet de modification de l'établissement par la création d'une unité de remplissage avec modification de capacité de la rubrique n°1434 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement au sein de l'établissement de fabrication de lubrifiants sur les communes de ROUEN (76000) et PETIT-QUEVILLY (76140) transmise par la société LUBRIZOL FRANCE, et reçue le 07 décembre 2021 par courrier électronique ;
- Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé de Normandie du 17 décembre 2021 sur le projet de l'exploitant LUBRIZOL FRANCE sur la demande d'examen au cas par cas et sur le porter à connaissance susvisés ;
- Vu l'avis de la direction départementale des territoires et de la mer de la Seine-Maritime du 30 décembre 2021 sur le projet de l'exploitant LUBRIZOL FRANCE sur la demande d'examen au cas par cas et sur le porter à connaissance susvisés ;
- Vu la décision de dispense d'évaluation environnementale en date du 11 janvier 2022 ;
- Vu l'avis du SDIS du 10 février 2022 sur le porter à connaissance susvisé ;
- Vu le courrier de l'exploitant LUBRIZOL FRANCE du 20 juillet 2021 déclarant la cessation d'activité de l'unité Ca8 et de l'unité UTEP ;

- Vu le courrier de l'exploitant LUBRIZOL FRANCE du 22 novembre 2021 de demande d'antériorité concernant les installations relevant de la rubrique n°1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu les compléments apportés par l'exploitant et transmis à l'inspection des installations classées en date du 22 mars 2022 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 22 mars 2022 ;
- Vu l'avis en date du 12 avril 2022 du CoDERST au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté faite à l'exploitant en date du 14 avril 2022 ;
- Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier électronique en date du 28 avril 2022 ;

Considérant :

- que la société LUBRIZOL FRANCE exploite sur les communes de Rouen et Petit-Quevilly une usine produisant des additifs pour lubrifiants ;
- que l'établissement est classé et soumis à autorisation d'exploiter au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- que les nouvelles activités envisagées par l'exploitant nécessitent d'être encadrées par un nouvel arrêté préfectoral complémentaire notamment au regard des conditions d'exploitation, mais aussi pour prévenir les risques accidentels et chroniques ;
- que compte tenu des modifications liées à cette future unité ainsi qu'aux modifications réglementaires de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il faut mettre à jour le tableau des rubriques modifiées ;
- que certaines dispositions actuellement prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 juillet 2020 modifié doivent être actualisées afin de prendre en compte le dossier de l'exploitant relatif à l'unité de remplissage (émissaire atmosphérique, rejet aqueux, autosurveillance, garanties financières...) ;
- que le dossier (porter à connaissance et demande de cas par cas) évoque la pomperie Seine afin de fiabiliser ses ressources en eau permettant de lutter contre un éventuel incendie ;
- que l'intérêt de cette pomperie est réaffirmé dans l'avis du SDIS susvisé ;
- qu' il y a lieu en conséquence de modifier certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 03 février 2021 afin de prescrire à l'exploitant le fonctionnement effectif de la pomperie avant le démarrage des installations de l'unité de remplissage objet du présent arrêté ;
- qu'il convient de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement en prescrivant à l'exploitant le suivi de la qualité des eaux souterraines et la remise d'un bilan quadriennal de l'évolution de cette qualité ;
- que les membres du CODERST ont émis la demande de revoir la valeur limite de concentration en hydrocarbures totaux des rejets aqueux dans le milieu naturel à 5 mg/l conformément aux objectifs du SDAGE Seine Normandie et de l'état du milieu naturel Seine ;
- que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

*Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture*

# ARRÊTE

## Article 1<sup>er</sup>

La société LUBRIZOL FRANCE, ci-après appelée exploitant, dont le siège social est situé 25, Quai de France à ROUEN (76100), est tenue de respecter les prescriptions ci-annexées au sein de son site situé à la même adresse.

## Article 2

Une copie du présent arrêté est tenue, au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté doit être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

## Article 3

L'établissement demeure soumis à la surveillance de l'inspection des installations classées ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

## Article 4

En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté peut faire l'objet, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par la législation sur les installations classées.

## Article 5

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## Article 6

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 181-48 du Code de l'environnement.

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Rouen:

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- l'affichage en mairie desdits actes dans les conditions prévues à l'article 7 du présent arrêté ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article 7 du présent arrêté ; cette publication est réalisée par le représentant de l'État dans le département dans un délai de quinze jours à compter de son adoption ;  
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## Article 7

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté d'autorisation environnementale est déposé aux mairies de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché aux mairies de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY. Les maires des communes de ROUEN et de PETIT-QUEVILLY font connaître, par procès-verbal, adressés à la préfecture de la Seine-Maritime, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale d'un mois.

#### **Article 8**

La secrétaire générale de la préfecture de la Seine-Maritime, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée aux maires de Rouen et de Petit-Quevilly et à la société LUBRIZOL FRANCE.

Fait à ROUEN, le **05 MAI 2022**

Pour le préfet et par délégation,  
La secrétaire générale de la préfecture



Béatrice STEFFAN

Pour le préfet et par délégation,

La secrétaire générale

Béatrice SJEFFAN

<b>TITRE 1 -PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....	3
CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....	3
CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....	7
CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES ARTICLE R516-1-5°.....	8
CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....	11
CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES.....	13
CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS.....	16
<b>TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>17</b>
CHAPITRE 2.1 EXPLOITATION DES INSTALLATIONS.....	17
CHAPITRE 2.2 DEMANDES DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.....	17
CHAPITRE 2.3 RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES.....	17
CHAPITRE 2.4 INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE.....	17
CHAPITRE 2.5 DANGER OU NUISANCES NON PRÉVENUS.....	18
CHAPITRE 2.6 INCIDENTS OU ACCIDENTS.....	18
CHAPITRE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION.....	18
<b>TITRE 3 -PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....</b>	<b>19</b>
CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	19
CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET.....	20
<b>TITRE 4 -PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....</b>	<b>27</b>
CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	27
CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES.....	30
CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU.....	31
<b>TITRE 5 -DÉCHETS.....</b>	<b>39</b>
CHAPITRE 5.1 PRINCIPES DE GESTION.....	39
<b>TITRE 6 - SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES.....</b>	<b>42</b>
CHAPITRE 6.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	42
CHAPITRE 6.2 SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT.....	42
<b>TITRE 7 -PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....</b>	<b>44</b>
CHAPITRE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	44
CHAPITRE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	44
CHAPITRE 7.3 VIBRATIONS.....	45
<b>TITRE 8 -PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....</b>	<b>46</b>
CHAPITRE 8.1 GÉNÉRALITÉS.....	46
CHAPITRE 8.2 CARACTÉRISATION DES RISQUES.....	46
CHAPITRE 8.3 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS.....	47
CHAPITRE 8.4 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS.....	49
CHAPITRE 8.5 PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	51
CHAPITRE 8.6 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	55
CHAPITRE 8.7 MESURES DE MAÎTRISE DES RISQUES.....	59
<b>TITRE 9 -CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....</b>	<b>61</b>
CHAPITRE 9.1 ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION.....	61
CHAPITRE 9.2 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA RUBRIQUE 2921 (E) - PRÉVENTION DE LA LÉGIONELLOSE.....	61
<b>TITRE 10 -SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</b>	<b>62</b>
CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE.....	62
CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO- SURVEILLANCE.....	62
CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS.....	74



CHAPITRE 10.4 BILANS PÉRIODIQUES.....	75
<b>TITRE 11 -EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE ET POLLUTIONS LUMINEUSES.....</b>	<b>77</b>
CHAPITRE 11.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	77
<b>TITRE 12 PLAN.....</b>	<b>78</b>
<b>ANNEXES NON PUBLIABLES NON COMMUNICABLES AU PUBLIC</b>	
<b>ANNEXE NON PUBLIABLE NON COMMUNICABLE AU PUBLIC INFORMATIONS SENSIBLES</b>	

**TITRE 1-PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES****CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION****ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION**

La société LUBRIZOL FRANCE (appelée exploitant dans la suite de l'arrêté) dont le siège social est situé 25 quai de France – 76100 Rouen, est autorisée à exploiter les installations de son site localisé à la même adresse, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et de ses annexes.

**ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions des arrêtés suivants sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont annulées et remplacées par les dispositions du présent arrêté :
Arrêté Préfectoral du 15/07/2020	Les prescriptions annexées suivantes : titres 1, 3, 4 et 10 de l'annexe publiable; et annexes 1, 2, 4, 7, 8 et 10 de l'annexe non publiable
Arrêté Préfectoral du 03/02/2021	Articles 1 à 8 et les prescriptions annexées, à l'exception de l'article 1.2.1 du chapitre 1.2 de l'annexe 1
Arrêté Préfectoral du 22/11/2021	Articles 1 à 8 et les prescriptions annexées

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2019 imposant à la société LUBRIZOL FRANCE des prescriptions de mesures d'urgence pour son site situé sur les communes de Rouen et de Petit-Quevilly sont abrogées, à l'exception des dispositions du 3eme alinéa de l'article 6.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral du 18 août 2021 restent en vigueur et ne sont pas annulées par le présent arrêté préfectoral complémentaire.

**ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON VISÉES PAR LA NOMENCLATURE**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces prescriptions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

**CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS****ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité	Régime A, E, DC, D, NC (1)
4001		Installations présentant un grand nombre de substances ou mélanges dangereux et vérifiant la règle de cumul seuil bas ou la règle de cumul seuil haut mentionnées au II de l'article R. 511-11.		A Seuil Haut



Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité	Régime A ,E, DC, D, NC (1)
4510	1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	≥ 200 tonnes	A <b>Seuil Haut</b>
4511	1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	≥ 500 tonnes	A <b>Seuil Haut</b>
4630	1	Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH029 (au contact de l'eau, dégagement des gaz toxiques). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	≥ 50 tonnes	A <b>Seuil Bas</b>
4140	2-a)	Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :	> 50 tonnes et < à 200 tonnes	A <b>Seuil Bas</b>
1434	2	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 2. Installations de chargement ou de déchargement desservant un stockage de ces liquides soumis à autorisation <i>1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i>	/	A
1436	1	Liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), à l'exception des boissons alcoolisées (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant : 1. Supérieure ou égale à 1 000 t <i>(1) à l'exception de ceux ayant donné des résultats négatifs à une épreuve de combustion entretenue reconnue par le ministre chargé des installations classées.</i>	2243 tonnes	A
2915	1-a)	Chauffage (procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 1. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est : a) supérieure à 1 000 l :	UnitéDA- PIBSA 9 120 litres	E
3410	a	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : a) hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques)	/	A
3410	c (*)	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : c) hydrocarbures sulfurés	/	A
3410	d	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : d) hydrocarbures azotés, notamment amines, amides, composés nitreux, nitrés ou nitratés, nitriles, cyanates, isocyanates	/	A

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité	Régime A ,E, DC, D, NC (1)
3410	e (*)	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : e) hydrocarbures phosphorés	/	A
4130	2	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides	≥ 10 tonnes mais < à 50 tonnes	A
2921	a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle , ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : a. La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW.	3065 kW	E
4331	2	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la <b>rubrique 4330</b> . La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :	≥ 100 tonnes mais < à 1 000 tonnes	E
1434	1-b)	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	44 m³/h	DC
1510	2-c)	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.	31 737 m³	DC
2910	A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :	15,324 MW	DC

Rubrique	Alinéa	Libellé de la rubrique (activité)	Capacité	Régime A ,E, DC, D, NC (1)
		2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW		
47XX		Substances nommément désignées inflammables, et dangereuses pour l'environnement aquatique		DC
1630	2	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure à 100 t, mais inférieure ou égale à 250 t	138,4 tonnes	D
2915	2	Chauffage (Procédés de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, Si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 250 l	Unité 120 : 2500 litres (*) Unité DA PIBSA: 9120 litres	D
2925	/	Accumulateurs (ateliers de charge d') La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant inférieure à 50 kW	31,14 kW	NC
47XX		Substance nommément désignée inflammable		NC

(1) A (Autorisation) ou E (Enregistrement) ou D (Déclaration) ou DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement) ou NC (Non Classé)

(\*) installations autorisées sous réserve de l'autorisation préfectoral issue de l'instruction de la demande déposée conformément aux dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté.

**L'établissement est classé « A » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.**

La société LUBRIZOL FRANCE est classée SEVESO seuil haut par dépassement direct du seuil pour les rubriques de la nomenclature des ICPE : 4510 ; 4511 et par la règle du cumul (4001) ; est classé SEVESO seuil bas par dépassement direct pour les rubriques ICPE n° : 4140.2. et 4630.

Les activités exercées sont visées dans l'annexe I de la directive européenne 2010/75/CE relative aux émissions industrielles dites « IED ». Au sens de l'article R. 515-61, **la rubrique principale de l'exploitation est la rubrique n°3410 (a, c(\*), d, e(\*)) dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles sont contenues dans le BREF référencé OFC (chimie fine organique).**

Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72 dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles susvisées.

#### ARTICLE 1.2.2. LISTE DES INSTALLATIONS VISÉES PAR L'ARTICLE R.214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé**
1.1.1.0.	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	25 piézomètres

2.1.5.0.	D	Rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :  Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Superficie totale étanche :  13.5 hectares
----------	---	---	--

\* D (Déclaration) ; A (Autorisation)

**\*\*Volume autorisé :** éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

### ARTICLE 1.2.3. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Section	Zone
Rouen	N°5 ; 8 ; 9 ; 10 ; 18 ; 22; 25 ; 27; 29 ; 30; 34 ; 36 ; 67 ; 68	LL	UCa
Petit-Quevilly	N°40 ; 65 ; 66; 85; 87	AE	UY

### ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

Le site de LUBRIZOL regroupe les activités suivantes :

- Unités antioxydants (\*),
- Unités de production DA-PIBSA et dispersants,
- Unités de conditionnement, stockage, expédition de produits finis,
- Unités de mélanges,
- Unités OCP et SBR,
- Unité de remplissage,
- Installations annexes.

(\*) installations autorisées sous réserve de l'autorisation préfectoral issue de l'instruction de la demande déposée conformément aux dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté.

L'établissement comprend l'ensemble des installations classées et connexes visé dans les annexes du présent arrêté.

## CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

### ARTICLE 1.3.1. CONFORMITÉ

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

## CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

### ARTICLE 1.4.1. DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

**CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES ARTICLE R516-1-5°****ARTICLE 1.5.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières définies dans le présent arrêté sont celles prévues à l'article R516-1 (5°) du code de l'environnement et s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 du présent titre.

Elles s'établissent sans préjudice des garanties financières que l'exploitant constitue éventuellement en application du 3° du IV de l'article R516-2 du Code de l'Environnement.

**ARTICLE 1.5.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

**Le montant total des garanties à constituer est de : 612 087 euros TTC** (indice TP01 de novembre 2021 ; TVA à 20 %).

Les quantités maximales de déchets couvertes par ce montant, pouvant en conséquence être stockées sur le site, sont fixées à l'article 5.1.8 du titre 5 du présent arrêté.

**ARTICLE 1.5.3. CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le document attestant de la constitution des garanties financières est délivré par l'un des organismes prévu à l'article R.516-2 du Code de l'environnement.

Il est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé. La date d'expiration du cautionnement ne peut être fixée moins de deux années après la date d'effet de la caution.

Une attestation de garantie doit être fournie pour chaque type de garantie.

Les documents attestant de la constitution des garanties financières sont transmis à l'inspection des installations classées selon l'échéancier suivant, établi en fonction du type de garants :

Échéance de remise de l'attestation correspondante	Taux de constitution du montant des garanties financières fixé à l'article 1.5.2 du présent titre	
	Garants classiques	Consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations
1 <sup>er</sup> juillet 2017	80.00%	50.00%
1 <sup>er</sup> juillet 2018	100.00%	60.00%
1 <sup>er</sup> juillet 2019		70.00%
1 <sup>er</sup> juillet 2020		80.00%
1 <sup>er</sup> juillet 2021		90.00%
1 <sup>er</sup> juillet 2022		100.00%

**ARTICLE 1.5.4. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente avant le 1<sup>er</sup> février 2027 puis tous les 5 ans, ou dans les 6 mois suivant une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période au plus égale à cinq ans, un état actualisé du montant de ses garanties financières.

Ce montant réactualisé est obtenu par application de la méthode d'actualisation ci-après :

$$M_n = M_r \times \left( \frac{Index_n}{Index_R} \right) \times \frac{(1 + TVA_n)}{(1 + TVA_R)}$$

$M_n$  : le montant des garanties financières devant être constituées l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$M_R$  : le montant de référence des garanties financières, fixé à l'article 1.5.2 du présent titre.

$Index_n$  : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$Index_R$  : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières fixé par l'arrêté préfectoral ;  $indexR=118.8$  (novembre 2021).

$TVA_n$  : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

$TVA_R$  : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières ;  $TVAR=20\%$ .

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité doit nécessiter une révision du montant de référence des garanties financières.

#### **ARTICLE 1.5.5. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant de la constitution des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance susvisée, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, telles que définies à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

#### **ARTICLE 1.5.6. RÉVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité ou de mise en œuvre des mesures de gestion de la pollution des sols ou/et des eaux souterraines nécessite une révision du montant de référence des garanties financières doit être portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation.

#### **ARTICLE 1.5.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES**

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 de ce code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

#### **ARTICLE 1.5.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES**

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées aux articles R. 512-39-1 du et R516-1-5° du code de l'environnement.

Le préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non exécution des obligations ci-dessous :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès du garant.

## ARTICLE 1.5.9. LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-39-1 à R512-39-6 du Code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral, après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

## CHAPITRE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

### ARTICLE 1.6.1. PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### ARTICLE 1.6.2. MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués en double exemplaire au Préfet qui peut demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Les études de dangers permettent une évaluation régulière et structurée de la sécurité en conditions normales de fonctionnement et en modes dégradés.

Le site est concerné par les études suivantes décrites dans les annexes du présent arrêté.

La périodicité, le champ, les dispositions particulières des études sont décrites dans les annexes spécifiques.

En outre, les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification importante des installations (produits, procédés mis en œuvre, mode d'exploitation ...) soumise ou non à une procédure d'autorisation ou sur demande de l'inspection des installations classées.

### ARTICLE 1.6.3. RÉEXAMEN DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRÊTÉ D'AUTORISATION

#### *Article 1.6.3.1. Réexamen périodique*

Le réexamen périodique est déclenché à chaque publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF OFC) associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1 du présent titre.

Dans ce cadre, l'exploitant remet au préfet, en trois exemplaires, le dossier de réexamen prévu par l'article R515-71 du code de l'environnement, et dont le contenu est précisé à l'article R515-72 dudit code, dans les douze mois qui suivent cette publication. Celui-ci tient compte notamment de toutes les meilleures techniques disponibles applicables à l'installation conformément à l'article R515-73 du code de l'environnement et suivant les modalités de l'article R515-59 1°).

Dans un délai maximum de quatre ans à compter de cette publication au Journal Officiel de l'Union Européenne, les installations ou équipements concernées doivent être conformes avec les prescriptions issues du réexamen.

L'exploitant peut demander à déroger aux dispositions de l'article R515-67 du code de l'environnement, conformément aux dispositions de l'article R515-68 dudit code, en remettant l'évaluation prévue par cet article. Dans ce cas, le dossier de réexamen, contenant l'évaluation, est soumis à consultation du public conformément aux dispositions prévues à l'article L515-29 du code de l'environnement et selon les modalités des articles R515-76 ou R515-77 dudit code. L'exploitant fournit les exemplaires complémentaires nécessaires à l'organisation de cette consultation et un résumé non technique au format électronique.



L'état du site d'implantation des installations est décrit dans le rapport de base établi par l'exploitant. Sans préjudice des dispositions du code de l'environnement lors de la mise à l'arrêt définitif des installations, les conditions de remise en état du site dans l'état sont au moins celles constatées dans ce rapport. Le rapport de base est à remettre dans le cadre de ce dossier de réexamen.

#### **Article 1.6.3.2. Réexamen particulier**

Le réexamen des prescriptions dont est assortie l'autorisation peut être demandé par voie d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires dans les cas mentionnés au II et III de l'article R515-70 du code de l'environnement, en particulier :

- si la pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;
- lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

Le réexamen est réalisé dans les mêmes conditions que celles fixées à l'article précédent ; le dossier de réexamen étant à remettre dans les douze mois à compter de la date de signature de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires.

#### **ARTICLE 1.6.4. ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS**

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

L'unité Ca8 est mise en sécurité. Les unités Ca8 et UTEP sont démantelées dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 1.6.5. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT**

Tout transfert sur un autre site LUBRIZOL des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent titre nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

#### **ARTICLE 1.6.6. CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale et la demande de cette autorisation doit être adressée au préfet, accompagnée des documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution des garanties financières et précisant s'il s'agit d'une personne physique, le nom, prénom et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que la qualité du signataire.

#### **ARTICLE 1.6.7. CESSATION D'ACTIVITÉ**

En cas d'arrêt définitif d'une installation, celle-ci doit être placée dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures de l'article R 512-39-1 du Code de l'environnement pour l'application des articles R512-39-2 à R 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

Cette notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comprennent notamment :

- le plan à jour du site,
- les interdictions ou limitations d'accès au site,
- l'insertion du site de l'installation (ou de l'ouvrage) dans son environnement,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- les mesures de dépollution des sols éventuellement nécessaires,

- les mesures de maîtrise des risques et de dépollution liées aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement,
- les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.

L'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au deuxième alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

L'exploitant remet en outre le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base mentionné à l'article L.515-30 du code de l'environnement en tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées.

En vue de cette remise en état, l'exploitant inclut dans le mémoire prévu à l'article R.512-39-3 une évaluation de l'état de la pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux mentionnés au troisième alinéa de l'article R.515-59.

L'exploitant propose également dans ce mémoire les mesures nécessaires pour cette remise en état.

## **CHAPITRE 1.7 ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES**

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
12/05/20	Arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2915 (Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
3/08/18	Arrêté du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
20/11/17	Arrêté du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples
24/08/17	Arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement.
05/12/16	Arrêté ministériel du 05 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration.
23/12/15	Arrêté du 23/12/2015 modifiant l'arrêté du 31/05/12 relatifs aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.
15/12/15	Arrêté du 15/12/2015 relatif à la dématérialisation de la déclaration des installations classées pour la protection de l'environnement.
01.06.15	Arrêté du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises l'enregistrement.
19/05/15	Arrêté du 19/05/2015 modifiant l'arrêté du 04 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
11/05/15	Arrêté du 11/05/2015 modifiant une série d'arrêtés ministériels pour prendre en compte la nouvelle nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement entrant en vigueur au 1er juin 2015 dans le cadre de la transposition de la directive n° 2012/18/UE du 4 juillet 2012.
12/02/15	Arrêté du 12/02/2015 modifiant l'arrêté du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R516-1 du code de l'environnement.
26/05/14	Arrêté du 26/05/2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9 chapitre V titre I du livre V du code de l'environnement.
14/12/13	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
09/08/13	Circulaire relative à la démarche de prévention et de gestion des risques sanitaires des installations classées soumises à autorisation.
28/02/13	Arrêté portant transposition des chapitres V et VI de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution).
31/07/12	Arrêté du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R 516-1 et suivants du Code de l'environnement.
31/05/12	Arrêté modifié du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R 516-1 du Code de l'environnement.

Dates	Textes
31/05/12	Arrêté du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.
04/10/10	Arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
03/10/10	Arrêté ministériel du 03 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques n° 4510 ou 4511.
10/05/10	Circulaire du 10/05/10 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003.
07/07/09	Arrêté du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence.
19/12/08	Arrêté du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434.
17/12/08	Arrêté du 17/12/08 établissant les critères d'évaluation et les modalités de détermination de l'état des eaux souterraines et des tendances significatives et durables de dégradation de l'état chimique des eaux souterraines.
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets des installations classées soumises à autorisation.
04/05/07	Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04 mai 2007 relative au porter à la connaissance " risques technologiques " et maîtrise de l'urbanisation autour des installations classées.
30/10/06	Arrêté du 30 octobre 2006 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et le formulaire du bordereau de suivi des déchets radioactifs mentionné à l'article 4.
10/03/06	Arrêté du 10 mars 2006 relatif à l'information des populations pris en application de l'article 9 du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005.
29/09/05	Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de danger des installations classées soumises à autorisation.
29/07/05	Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire de bordereau de suivi de déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-635 du 30 mai 2005.
30/06/05	Arrêté du 30 juin 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.
20/04/05	Arrêté du 20 avril 2005 pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses.
08/07/03	Arrêté du 08 juillet 2003 relatif à la protection des travailleurs susceptibles d'être exposés à une atmosphère explosive.
26/07/01	Arrêté du 26 juillet 2001 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1630.
02/02/98	Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Dates	Textes
23/01/91	Arrêté du 23 janvier 1991 relatif aux rejets de cadmium et d'autres substances dans les eaux en provenance d'installations classées pour la protection de l'environnement.
10/07/90	Arrêté du 10 juillet 1990 modifié relatif à l'interdiction des rejets de certaines substances dans les eaux souterraines.
23/07/86	Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.
20/08/85	Arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées.
31/03/80	Arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.

## **CHAPITRE 1.8 RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

---

## TITRE 3-PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

---

### CHAPITRE 3.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

#### ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, des substances susceptibles de porter atteinte aux intérêts de l'article L5111-1 du Code de l'environnement.

Les installations de traitement doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées. L'inspection des installations classées en est informée.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cadre, toutes les dispositions sont prises pour écarter tout risque de pollution des eaux ou des sols, rendre impossible une propagation d'incendie aux installations du site et engendrer des fumées ou odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

#### ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

L'exploitant dispose des paramètres suivants : vitesse et direction du vent au plus près du site. Ces données sont enregistrées et sont accessibles en salle de contrôle de l'exploitant.

L'exploitant dispose de mesure des données météorologiques en permanence. Ces données sont secourues. et peuvent être communes à plusieurs installations.

#### ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1. En particulier, l'exploitant met en place les actions de réduction des émissions à la source nécessaires.

Sous couvert de l'autorité du préfet, l'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement ou dans des canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Les événements des principales unités sont collectés, notamment par le recours à un dispositif de « chapeaux chinois » maintenus en dépression au-dessus des événements. Les ouvrages de collecte sont conçus de manière à s'opposer :

- à une intercommunication et un mélange entre des produits incompatibles par le biais des canalisations d'évent, des bacs et des unités collectées,
- à la formation d'un mélange explosif en assurant une dilution suffisante (concentration inférieure à la LIE), notamment par une compensation à l'azote d'inertage dans le ciel des bacs et des unités.

Les modifications notables des circuits de collecte doivent être justifiées par une étude préalable des capacités hydrauliques et d'absorption des unités de traitement et sont réalisées dans les conditions de déclaration définies au paragraphe 1.6.1 du titre 1 du présent arrêté.

L'alimentation électrique des ventilateurs assurant la mise en dépression des chaînes antioxydant U120 et U121/123 doit être secourue par une source autonome.

Le réacteur de synthèse acide et les bacs de stockage d'acide sont munis d'un dispositif permettant d'évacuer les gaz préférentiellement vers les unités de traitement et si nécessaire vers la torchère de l'établissement.

Les opérations de dépotage des wagons ou des camions du site dont les émissions odorantes sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement doivent être réalisées de manière à confiner ces émissions à l'intérieur des contenants.

Le bac T101038 est équipé d'un laveur à la soude du fait de la présence de vapeur pouvant contenir de l'HCl dans le produit stocké (le 198.00.).

Le bac T202082 stocke du 193.40 (produit odorant), ce bac est par conséquent équipé d'une garde en eau.

#### **ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

#### **ARTICLE 3.1.5. ÉMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (évents, dépoussiéreurs...).

### **CHAPITRE 3.2 CONDITIONS DE REJET**

#### **ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Dans les périmètres délimités par un Plan de Protection de l'Atmosphère et des mesures d'urgence (articles L 222-4 et 223-1 du CE), les installations doivent respecter, en plus des dispositions du présent arrêté, les dispositions propres à chaque périmètre.

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet canalisé non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les gaz rejetés à l'atmosphère ne doivent pas présenter de coloration caractérisée persistante.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un



convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions de la norme NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées.

Les incidents portant atteinte aux intérêts visés à l'article L511-1 ou montrant un dysfonctionnement des appareils de suivi des rejets, avec déclenchement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également enregistrés.

### ARTICLE 3.2.2. INVENTAIRE DES ÉMISSAIRES ET EFFLUENTS ATMOSPHÉRIQUES

L'exploitant tient à jour un inventaire de l'ensemble des émissaires du site, reprenant notamment les caractéristiques de chaque émissaire (hauteur, diamètre, débit nominal, vitesse d'éjection...), la nature des polluants émis, les valeurs de débits, de concentrations et de flux de ces polluants, dans les différentes configurations de fonctionnement et le type de suivi réalisé.

### ARTICLE 3.2.3. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance ou capacité	Combustible	Autres caractéristiques
1	Unité de traitement des événements soufrés : SOCREMATIC	/	/	Eau + soude
2	Oxydateur thermique	0,7MW	Gaz naturel	
3	Chaudière fluide thermique U 120 : G434061 : Fluitherma 1 (*)	0,7MW	Gaz naturel	
4	Chaudière fluide thermique DA-PIBSA : G434062 : Fluitherma 2	2,3MW	Gaz naturel	
5	Chaudière G434-102	6,512 MW	Gaz naturel	
6	Chaudière G434-103	6,512 MW	Gaz naturel	
8	Laveur PIBSA	/	/	Laveur de gaz – eau Charbon actif
9	Laveur Dispersants	/	/	Laveur de gaz – eau
10	Laveur du bac T101038	/	/	Laveur de gaz – eau + soude
11	Unité Mélanges – Laveur et charbon actif du pilote et de l'unité mélanges	/	/	Laveur de gaz – eau Charbon actif
13	Unité Mélanges – Laveur des étuves et du fondoir (B6-B7)	/	/	Laveur de gaz – eau + soude
14	Unité de remplissage	/	/	Charbon actif

(\*) installations autorisées sous réserve de l'autorisation préfectorale issue de l'instruction de la demande déposée conformément aux dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté.

L'exploitant vérifie une fois par jour au minimum les paramètres principaux de chaque laveur afin de s'assurer de leur bon fonctionnement et de leur efficacité suffisante.

L'exploitant remplace au minimum 2 fois par semaine la solution du laveur de l'atelier mélange + pilote. A minima, l'exploitant remplace la solution des laveurs avant qu'elle ne soit saturée.

L'exploitant effectue au minimum quotidiennement une mesure de pH du laveur B6/B7 .

#### **ARTICLE 3.2.4. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET**

La vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m<sup>3</sup>/h, 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup>/h. Cette disposition ne s'applique pas au conduit n°10 « Laveur du bac T101038 ».

Cheminée	N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur minimale en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h
	1	Unité de traitement des événements soufrés : SOCREMATIC	15	0.5	Minimum de 4 500 (ce débit doit permettre d'absorber à tout moment l'ensemble des rejets des différentes unités, il est déterminé par l'étude hydraulique définie au paragraphe 3.1.3 ci-avant)
	2	Oxydateur thermique	13	1.1	1480
Cheminée (conduits internes) I434101A : (Dext : 2,2 m)	3	Chaudière fluide thermique U 120 : G434061 : Fluitherma 1 (*)	20	0.3	1400
	4	Chaudière fluide thermique DA-PIBSA : G434062 : Fluitherma 2		0.450	3200
	5	Chaudière G434-102		0.800	8450
	6	Chaudière G434-103		0.800	8450
	8	Laveur PIBSA	11	0.250	250
	9	Laveur Dispersants	12	0.250	300
	10	Laveur du bac T101038	10	0.160	
	11	Unité Mélanges - Laveur et charbon actif du pilote et de l'unité mélanges	6	0.100	530
	13	Unité Mélanges – Laveur des étuves et du fondoir (B6-B7)	10	0.250	13
	14	Unité de remplissage	15	0.4	4400

(\*) installations autorisées sous réserve de l'autorisation préfectorale issue de l'instruction de la demande déposée conformément aux dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté.

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) hormis pour le conduit n°1 où le débit est indiqué sur l'effluent brut.

### ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) sur effluent brut pour le conduit N°1 ou après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) pour les autres rejets ;
- à une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant, la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

#### Pour le conduit n°1 : unité de traitement des événements soufrés

L'effluent présente au rejet avant diffusion dans l'atmosphère, les caractéristiques suivantes mesurées (et ce même lors de phénomènes de décomposition) sur effluent brut humide :

Paramètre	Concentrations instantanées maximale en mg/Nm³
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	5
Mercaptans	3

Paramètre	Flux journalier en g/jour
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	< 800
Mercaptans	< 200

**Pour le conduit n°2 : oxydateur thermique**

Le rejet en marche continue de l'installation ne doit pas dépasser les valeurs limites suivantes mesurées sur gaz sec :

Paramètre	Concentration maximale
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	10.00%
Monoxyde de carbone (CO)	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Poussières	40 mg/Nm <sup>3</sup>
Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en composé organique total (COT)	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Chlorure d'hydrogène (HCl)	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub>	15 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub>	150 mg/Nm <sup>3</sup>
HAP	0,1 mg/m <sup>3</sup>

**Pour les conduits n°3 ; 4 : Chaudières fluide thermique**

Les rejets ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes sur gaz sec :

Paramètre	Concentration maximale
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3.00%
Poussières	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde de carbone (CO)	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub>	35 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub>	100 mg/Nm <sup>3</sup>

**Pour les conduits n° 5 ; et 6 : Chaudières vapeur**

Les rejets ne doivent pas dépasser les valeurs limites suivantes sur gaz sec :

Paramètre	Concentration maximale
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	3.00%
Poussières	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde de carbone (CO)	100 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub>	35 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub>	100 mg/Nm <sup>3</sup>

**Pour les conduits n° 8 à 14 : laveurs**

Les effluents présentent au rejet avant diffusion dans l'atmosphère, les caractéristiques suivantes mesurées (et ce même lors de phénomènes de décomposition) sur effluent sec :

Paramètre	Concentrations instantanées maximales en mg/Nm <sup>3</sup>
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	5 (sauf conduits 8, 9 et 10)
Mercaptans	3
COV	110 uniquement pour le conduit 8
HCl	20 uniquement pour les conduits 9 et 10

Paramètre	Flux journalier en g/jour
Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	< 800 (sauf conduits 8, 9 et 10)
Mercaptans	< 200 à l'exception du conduit 10
COV	1000 uniquement pour le conduit 8
HCl	3 uniquement pour le conduit 9

### ARTICLE 3.2.6. QUANTITÉS MAXIMALES REJETÉES

Les quantités annuelles de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

		Flux	H <sub>2</sub> S	Mercaptans	CO	Poussières	COT	HCl	SO <sub>2</sub>	NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	HAP	COV
1	Unité de traitement des événements soufrés : SOCREMATIC	tonnes / an	0.19	0.07	/	/	/	/	/	/	/	/
2	Oxydateur thermique	tonnes / an	/	/	1.29	0.51	0.25	0.06	2.2	2.59	0.001	/
3	Chaudière fluide thermique U 120 : G434061 : Fluitherma 1 (*)	tonnes / an	/	/	1.22	0.06	/	/	0.420	1.22	/	/
4	Chaudière fluide thermique DA-PIBSA : G434062 : Fluitherma 2	tonnes / an	/	/	2.8	0.14	/	/	0.98	2.8	/	/
5 et 6	Chaudières G434-102 et G434-103	tonnes / an	/	/	7.4	0.37	/	/	2.59	7.4	/	/
8	Laveur PIBSA	tonnes / an	/	0.006	/	/	/	/	/	/	/	0.24
9	Laveur Dispersants	tonnes / an	/	0.009	/	/	/	0.001	/	/	/	/
11	Laveur et charbon actif de l'unité pilote et de l'unité mélanges	tonnes / an	0.14	0.02	/	/	/	/	/	/	/	/
13	Unité mélange - Laveur des étuves et du fondoir (B6 B7)	tonnes / an	0.0005	0.0003	/	/	/	/	/	/	/	/
14	Unité de remplissage	tonnes / an	0.29	0.07	/	/	/	/	/	/	/	/

(\*) installations autorisées sous réserve de l'autorisation préfectoral issue de l'instruction de la demande déposée conformément aux dispositions de l'annexe 4 du présent arrêté.

L'exploitant doit transmettre à l'occasion d'un prochain dépôt de dossier de demande d'autorisation (conformément aux dispositions de l'article 1.6.1 du titre I du présent arrêté) ou sous 12 mois à compter de la parution des conclusions des meilleures technologies disponibles, conformément à l'article 1.6.3.1 du présent arrêté une mise à jour globale de son étude de risques sanitaires. Les valeurs limites d'émissions en concentrations et en flux figurant dans le présent titre peuvent être diminuées compte tenu des résultats de la mise à jour de cette étude via un arrêté préfectoral complémentaire.

### ARTICLE 3.2.7. EXPLOITATION DU REJET DE L'UNITÉ DE REMPLISSAGE

Les émissions gazeuses émises entre le point de remplissage et la fermeture du conditionné non fusible, du pot de décompression et des capacités d'huile de lavage sont captées et envoyées à l'aide d'un extracteur vers une unité de traitement par charbons actifs pour traiter les COV, l'H<sub>2</sub>S et les RSH en particulier.

Les débits d'aspiration et quantités de charbons actifs sont définis pour permettre un traitement efficace en considérant un fonctionnement 24h/24h.

Les événements de l'unité de remplissage sont connectés à un traitement au charbon actif permettant de prévenir les nuisances olfactives de ces événements.

Un dispositif de charbon actif est en place sur l'unité de remplissage. Les filtres de ce traitement ainsi que les laveurs sont suivis par une maintenance préventive sous la responsabilité de l'exploitant.

En sortie du système de charbons actifs, les gaz traités sont envoyés vers une cheminée d'évacuation d'une hauteur de 15 m équipée d'un analyseur H<sub>2</sub>S, TRS, RSH de mesure en continu avec alarmes définies sous la responsabilité de l'exploitant. L'analyseur fait l'objet d'une maintenance préventive. La cheminée d'évacuation dispose d'une trappe de prélèvement normalisé pour réaliser notamment les mesures en CO et COV.

Tout dépassement de l'un des seuils H<sub>2</sub>S, TRS ou RSH entraîne l'arrêt automatique des opérations de conditionnement en cours ainsi que la remontée d'alarme en salle de contrôle.

L'exploitant peut en permanence isoler le rejet atmosphérique de l'unité de remplissage et dispose d'un charbon actif de remplacement en stock.

En cas d'anomalie sur le système de traitement des événements, une alarme est remontée et l'unité de remplissage est immédiatement mise à l'arrêt tant que le traitement des événements n'est pas pleinement opérationnel.

De plus, l'exploitant procède alors en cas d'alarme à une action correctrice manuelle avec investigation suivant les consignes décrites dans une procédure.

## TITRE 4-PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

### CHAPITRE 4.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

#### ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Selon l'échéancier de l'annexe 10 du présent arrêté, les installations de prélèvement d'eau de toutes origines (eau déminéralisée et eau potable) sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Les ouvrages sont équipés d'un clapet anti-retour ou de tout autre dispositif équivalent.

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Gestionnaire du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE) si prélèvement dans une masse d'eau)	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m <sup>3</sup> /mois)
Réseau public	Métropole Rouen Normandie	/	132 000 m <sup>3</sup> /an	11 000 m <sup>3</sup> /mois

#### ARTICLE 4.1.2. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

##### *Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation en eau potable*

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler le réseau d'alimentation en eau potable pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications périodiques et au minimum annuelles.

##### *Article 4.1.2.2. Réseau d'eau de refroidissement*

Le réseau d'eau de refroidissement de l'exploitant doit être conçu et géré pour ne pas créer de risque de pollution des autres réseaux d'eaux (ou du milieu récepteur). Le débit et la température de l'eau notamment, doivent permettre le bon fonctionnement en toute sécurité des installations.

L'exploitant implante dans cette boucle un dispositif de mesure de pH et de conductivité, avec alarme reportée en salle de contrôle et une procédure spécifique permet de décrire les opérations à réaliser en pareil cas.

Les seuils d'alarme de pH et de conductivité bas et haut doivent être dûment choisis afin de pouvoir détecter avec une cinétique appropriée une éventuelle perte de confinement dans une installation. Les enregistrements de ces mesures doivent être conservés pendant une période de 1 an au moins et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

##### *Article 4.1.2.3. Réseau d'eau déminéralisée*

Un clapet anti-retour dûment adapté est judicieusement implanté pour éviter toute migration d'eaux susceptibles d'être polluées vers le réseau d'eau déminéralisée de l'exploitant.

Une mesure en continu sur la conductivité des purges d'eaux de chaudières est en place avec des alarmes hautes et basses définies sous la responsabilité de l'exploitant et remontées en salle de contrôle et une procédure spécifique permet de décrire les opérations à réaliser sur dépassement des seuils définis par l'exploitant.



**Article 4.1.2.4. Prélèvement d'eau en nappe par forage**

Les forages sont protégés efficacement afin de ne pas permettre une pollution de la nappe phréatique par leur biais. Notamment :

- les installations de prélèvement sont dans des fosses bétonnées et étanches. Les puits sont protégés par des margelles en fer maintenues en bon état ;
- des bacs de rétention permettent de récupérer les égouttures des pots à huile des moteurs des pompes ;
- des nettoyages annuels des fosses des puits sont réalisés ;
- un dispositif de surveillance et d'inspection régulier des installations de pompage est opérationnel ;
- des boudins absorbants sont disponibles sur site. Ce matériel permet l'étanchéification des bâtiments abritant les pompes lors des interventions du centre de secours sur les sinistres potentiels.

La réalisation de tout nouveau forage et la mise hors service d'un forage sont portées à la connaissance de l'inspection des installations classées avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Dans le cadre de la réalisation d'un nouveau forage, des essais de pompages sont réalisés. Ces essais ainsi que la réalisation de cet ouvrage sont réalisés selon les règles de l'art et notamment selon la norme NF EN X10-999.

Avant tout démarrage d'essais, l'exploitant informe l'inspection des installations classées par la remise d'un dossier présentant le projet et comprenant à minima une étude d'incidence. Il s'assure que ce nouveau forage ne présente pas d'incidence sur la nappe. Pour cela, l'étude hydrogéologique est actualisée en tenant compte de l'utilisation de ce nouveau puits. Les résultats de cette étude sont communiqués à l'inspection des installations classées. En fonction des conclusions de cette étude et des essais de forage, le nouveau forage peut être exploité et ce, conformément aux dispositions de l'article 4.1.1 du présent titre.

Lors de la réalisation de forages en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses. Un rapport de fin de travaux est établi par l'exploitant et transmis au préfet. Il synthétise le déroulement des travaux de forage et expose les mesures de prévention de la pollution mises en œuvre.

Un dispositif de comptage est installé en sortie de forage afin de mesurer quotidiennement le débit d'eaux rejetées. Une caractérisation de ces eaux d'exhaure est à réaliser.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage par des matériaux inertes, afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique

**ARTICLE 4.1.3. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES PRÉLÈVEMENTS EN CAS DE SÉCHERESSE**

Les seuils d'alerte et de crise sont définis dans l'arrêté préfectoral cadre en vigueur en vue de la préservation de la ressource en eau dans le département de la Seine-Maritime.

En cas d'épisode de sécheresse, l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à réduire les prélèvements d'eau et à limiter les rejets aqueux dans le milieu naturel, la Seine et sa nappe d'accompagnement.

**Article 4.1.3.1. Dépassement du seuil de vigilance**

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichés dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;
- l'exploitant définit un programme renforcé d'autosurveillance des rejets aqueux et des prélèvements d'eau qu'il transmet dans un délai de 15 jours à l'inspection des installations classées. Cette disposition ne s'applique pas aux paramètres qui font déjà l'objet d'un contrôle en continu ou journalier.

**Article 4.1.3.2. Dépassement du seuil d'alerte**

Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- a) le personnel est informé de la situation d'alerte ;
- b) l'arrosage des pelouses, ainsi que le lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;
- c) les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation ;
- d) les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production, à la maintenance ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ;
- e) l'exploitant vérifie le bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
- f) l'exploitant met en œuvre le programme renforcé d'autosurveillance de ses rejets aqueux et de ses prélèvements d'eau visé à l'article 4.1.3.1 ;
- g) il est interdit de rejeter des effluents concentrés en vue de leur rejet sur site s'ils sont susceptibles de porter atteinte au milieu naturel. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement extérieurs dûment autorisés ;
- h) l'exploitant arrête immédiatement tout rejet dont le traitement est défaillant et qui ne permet pas, a minima, de respecter les valeurs limites d'émission fixées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent arrêté ;
- i) l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable ;
- j) l'exploitant étudie les modifications à apporter à son programme de production et de maintenance ainsi qu'à son mode de gestion de l'eau afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants. En cas d'impossibilité d'atteindre cette valeur pour des raisons dûment motivées (techniques ou de sécurité), une diminution moins importante peut être proposée par l'exploitant. Il transmet dans les plus brefs délais, à l'inspection des installations classées, un bilan des modifications projetées et des résultats attendus en termes de réduction des flux de rejets polluants et de consommation d'eau.

**Article 4.1.3.3. Dépassement du seuil d'alerte renforcée**

Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation critique ;
- l'exploitant met en œuvre les adaptations de son programme de production et de maintenance ainsi que de son mode de gestion de l'eau, visées à l'article 4.1.3.1, afin de réduire sa consommation d'eau et ses rejets en conséquence ;
- l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant ;
- l'exploitant informe immédiatement le préfet et l'inspection des installations classées de tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.

**Article 4.1.3.4. Dépassement du seuil de crise**

Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, les mesures complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est informé de la situation de crise ;
- l'ensemble des dispositions des articles 4.1.3.3 doit être mise en œuvre ;
- l'ensemble des consommations d'eau et des rejets doivent être limités à leur stricte minimum ;
- le préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, en particulier si celle-ci met en jeu l'approvisionnement en eaux potables des populations, interdire tout prélèvement du site.

**Article 4.1.3.5. Levée des mesures de restrictions**

La levée des mesures spécifiques indiquées aux articles 4.1.3.1 à 4.1.3.4 est soit actée par la prise d'un arrêté préfectoral, soit rendue effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral actant le franchissement de seuil.

L'exploitant établit après chaque arrêt de situation d'alerte et de crise, un bilan environnemental des effets des mesures prises en application des articles 4.1.3.1 à 4.1.3.4 du présent arrêté.

Ce bilan comporte un volet quantitatif des réductions de prélèvements d'eau et il est adressé à l'inspection des installations classées dans un délai de 30 jours.

**CHAPITRE 4.2 COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES****ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations est compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

L'exploitant est en mesure de collecter les eaux d'extinction incendie de telle sorte que ces eaux ne polluent pas le milieu récepteur (sols, eaux superficielles, eau souterraines) et ne soient pas à l'origine d'un dépassement des valeurs limites d'émission des rejets aqueux du site au titre de son exploitation.

**ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RÉSEAUX**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont actualisés par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE**

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité sur le réseau qui lui appartient.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

L'exploitant procède au curage de ses fosses deux fois par an.

Au moins 1 fois tous les 5 ans, l'exploitant procède à un nettoyage des égouts (curage), et aux travaux de réfection en cas de désordre d'étanchéité.

Dans le cadre de réfection d'égouts sur le site, l'exploitant met en place des systèmes d'absence de propagation de flamme, pour limiter la surface en feu.

#### ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux publics de collecte ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

##### *Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques*

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

##### *Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux*

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

L'exploitant dispose notamment, à cet effet, des capacités des fosses de relevage et « bac T101081 » (bac de 500 m<sup>3</sup>), placés sur le réseau de collecte des eaux de ruissellement. Le bac « T101081 » peut assurer également la fonction de bassin d'écrtage des pointes de rejet sous réserve que la capacité globale disponible pour le confinement demeure supérieure à 700 m<sup>3</sup>.

Les organes de commandes nécessaires à la mise en service de cette rétention devront pouvoir être actionnés ou contrôlés en toutes circonstances. Le niveau de remplissage de ce bassin doit être contrôlé localement et/ou à distance.

Les différents secteurs collectés peuvent être isolés à distance des fosses de relevage, au niveau de la fosse API.

Les commandes de mise en marche des pompes de relevage doivent pouvoir être actionnées à distance afin de permettre d'isoler les différents secteurs collectés. L'alimentation électrique de ces pompes doit être indépendante à celle du secteur collectée.

Le trajet emprunté par ce dispositif pour rejoindre le (ou les) bac(s) de confinement doit être éloigné des zones comportant des feux nus définis par l'Arrêté Ministériel du 3 octobre 2010 modifié. Lorsque le secteur collecté comprend des liquides inflammables, les canalisations sont équipées de dispositifs conformes au point 4.2.4.1 ci-avant afin d'éviter la propagation de la flamme.

La manœuvre des organes de sectionnement (vannes, interrupteur d'alimentation de pompes de relevage, obturateur,...) nécessaires à l'isolement des eaux d'extinction au sein de l'établissement doit être définie dans une consigne écrite ou asservie à la détection incendie de l'établissement.

### CHAPITRE 4.3 TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

#### ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- la collecte des eaux de process et de rinçage/lavage des bacs et eaux de nettoyage des sols peuvent être orientées vers le bac T 439005. Ces effluents peuvent être rejetés au réseau de la Métropole Rouen Normandie dans les conditions énoncées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent chapitre ou sont éliminés comme des déchets,
- la collecte des eaux de ruissellement sur voiries, purges de condensats et du circuit de refroidissement. Ces effluents sont rejetés en Seine dans les conditions édictées aux articles 4.3.7 et 4.3.9 du présent chapitre ;
- eaux usées sanitaires et domestiques ;
- eaux pluviales de toiture ;\*
- eaux de ruissellement sur la zone sinistrée après pré-traitement au niveau de la zone du chantier de remédiation.

### ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

### ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les eaux de refroidissement ainsi que les eaux pluviales sont dirigées vers la fosse API puis vers la Seine.

Les eaux vannes sont rejetées directement vers le réseau d'assainissement de la Métropole puis la STEP.

#### Eaux de ruissellement de la zone sinistrée

Les eaux de ruissellement de la zone sinistrée sont dirigées dans le réseau égout de la zone usine.

#### Eaux de ruissellement des quais et voiries de la zone de l'unité de remplissage

Les quais extérieurs et voiries interne de la zone de l'unité de remplissage sont drainés et reliés à la fosse du A5 qui est équipée de pompes de relevage dirigeant l'effluent vers la fosse de traitement API du site. Ces pompes sont coupées en cas d'incident.

#### Fosse API

Une injection d'acide sulfurique en entrée de la fosse API permet une neutralisation des effluents. Cette injection est contrôlée par deux mesures de pH en continu en entrée et en sortie de fosse. Une mesure en continu de COT est également en place en entrée de la fosse API. La fosse API dispose d'une décantation afin de séparer l'effluent de la boue.

En cas de mesure haute du COTmètre et de mesure haute ou basse du pHmètre, une alarme définie sous la responsabilité de l'exploitant est remontée en salle de contrôle. Une procédure encadre les opérations à réaliser en cas de déclenchement des alarmes du précédent alinéa, cette procédure prévoit à minima que l'exploitant dirige dans les plus brefs délais le flux vers le bac tampon de la fosse API T101081.

En cas de rejet aqueux non conforme en amont de la fosse API, l'exploitant isole ces rejets et :

- soit dirige ces flux vers le bac dédié et réalise les actions correctrices ;
- soit arrête ses installations concernées en sécurité suivant une procédure spécifique précisant les paramètres critiques à surveiller.

### ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme et les résultats portés sur un registre.

Les vérifications et entretien effectués, les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé, sont portés sur ce registre. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations de traitement sont inspectées périodiquement et nettoyées autant que de besoin afin d'éviter notamment leur obstruction.

#### ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° 2 API	N° 3	N° 4	N° 5	N° 6	N° 7 rue de Madagascar	N° 8
Coordonnées Lambert 93 X :	559089	559274	559170	559082	559093	559088	559089
Coordonnées Lambert 93 Y :	6927987	6928267	6928207	6928125	6928118	6927909	6928051
Nature des effluents	Eaux industrielles (eaux de refroidissement et eaux pluviales) et eaux de ruissellement de la zone sinistrée						
Exutoire du rejet	Milieu Naturel						
Milieu naturel récepteur	La Seine						
Traitement avant rejet	Fosse API	/	/	/	Séparateur d'hydrocarbure	/	

#### ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

##### Article 4.3.6.1. Conception

###### 4.3.6.1.1 Rejet dans le milieu naturel

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- ne pas créer de perturbation dans le milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention est passée avec le service de l'État compétent.

Toutes les dispositions sont prises afin d'éviter la remontée des eaux de Seine à l'intérieur de l'établissement.

Sous un délai de 12 mois à compter du démarrage de la nouvelle unité de remplissage, les eaux pluviales de toiture (non polluées) sont évacuées vers le milieu naturel (rejet dans la darse – bassin au bois – point de rejet n°3 défini à l'article 4.3.5 du présent arrêté). Ce rejet dispose d'une vanne d'isolement avec en amont une fosse de stockage permettant un point de prélèvement pour l'auto-surveillance ainsi qu'un bassin orage dûment dimensionné.

###### 4.3.6.1.2 Rejet dans la station collective de la Métropole Rouen Normandie

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au préfet.

##### Article 4.3.6.2. Aménagement

###### 4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est installé un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Les dispositions d'autosurveillance sont précisées au titre 10 du présent arrêté.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Les rejets des eaux susceptibles d'être polluées sont aménagés de telle sorte que l'on puisse y réaliser des prélèvements asservis au débit.

Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

#### 4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

#### **Article 4.3.6.3. Équipements**

Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

Ce type de système équipe le point de rejet aqueux du site (n°2 identifié dans le présent titre). Ces exutoires sont par ailleurs équipés de dispositifs de mesure de débit.

### **ARTICLE 4.3.7. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS**

Le rejet direct ou indirect de substances dont l'action ou les réactions sont susceptibles de détruire les poissons, nuire à leur nutrition ou à leur reproduction est interdit.

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, dans les réseaux publics de collecte ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l.

### **ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT**

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Les exutoires sont équipés d'un dispositif de récupération en continu des hydrocarbures ou d'un déshuileur/débourbeur correctement dimensionné.

Au niveau de la zone de stockage des ISO conteneurs, un dispositif de récupération en continu des hydrocarbures ou d'un déshuileur/débourbeur correctement dimensionné est en place en aval de la fosse de récupération des eaux de ruissellement de voiries de 300 m<sup>3</sup>.

#### Dispositions particulières au bâtiment G :

L'exploitant met en place les actions visant à isoler les eaux d'extinction du réseau d'eau pluviale public consécutif à un incendie ou à un déversement accidentel survenant dans le bâtiment G ainsi que sur le terrain entourant le bâtiment G.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées ruisselant sur le terrain entourant le bâtiment G sont collectées et traitées avant envoi dans le réseau d'eau public, conformément aux dispositions du présent arrêté.

#### Dispositions particulières des eaux de ruissellement de la zone sinistrée :

Avant rejet dans le réseau égouts de l'usine, les eaux de ruissellement de la zone sinistrée respectent les valeurs limites



d'émission suivantes :

- 5,5 < pH < 8,5
- température < 30°C

PARAMÈTRE	CONCENTRATION (mg/l)
MES	10
DCO	200
DBO <sub>5</sub>	100
HCT	5
HAP	25 µg/l
Naphtalène	130 µg/l
Benzène	50 µg/l
Toluène	74 µg/l
Ethylbenzène	150 µg/l
Xylènes	50 µg/l
Indice Phénols	0,3
Phosphore	0.8
Azote global	30
Composés fluorés (ion fluorure)	15

#### ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX RÉSIDUAIRES AVANT REJET DANS LE MILIEU NATUREL

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution.

Les prélèvements, mesures et analyses sont réalisés à partir de méthodes de référence lorsqu'elles existent sur des échantillons représentatifs du rejet. Les prélèvements, mesures ou analyses sont effectués au plus près du point de rejet.

Pour les polluants ne faisant l'objet d'aucune méthode de référence, la procédure retenue, pour le prélèvement notamment, doit permettre une représentation statistique de l'évolution du paramètre.

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci- dessous définies.

##### Article 4.3.9.1. Rejets en Seine via la fosse API : Rejet n° 2

Les rejets d'eaux résiduelles au point de rejet avant mélange avec les eaux pluviales et les eaux de refroidissement doivent respecter les caractéristiques suivantes :

- débit < 540 m<sup>3</sup>/j
- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température < 30°C.

PARAMÈTRE	CONCENTRATION (mg/l)	FLUX (kg/j)
MES	30	10
DCO	200	60
DBO5	100	30
HCT	5	4
AOX	1	1,6
Indice Phénols	0,3	0,1
Zinc et ses composés (en Zn)	0,8	1
Nonylphénols	0,025	/
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)	0,025	/

#### Article 4.3.9.2. Rejets internes

Les rejets d'eaux résiduaires issues des circuits d'eau des installations relevant de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées (TAR) doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites figurant dans l'arrêté ministériel en vigueur applicable à ce type d'installation et, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents issus des autres installations du site.

#### ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

#### ARTICLE 4.3.11. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX DE REFROIDISSEMENT

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

#### ARTICLE 4.3.12. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles peuvent être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

#### ARTICLE 4.3.13. VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies dans le présent article.

PARAMÈTRE	Concentrations maximales instantanées (mg/l)
Matières En Suspension (MES)	30
Hydrocarbures	5
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	90
DBO <sub>5</sub>	25
Azote global	10

---

## TITRE 10-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

---

### CHAPITRE 10.1 PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

#### ARTICLE 10.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO-SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets, dit programme d'auto-surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature, de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

#### ARTICLE 10.1.2. MESURES COMPARATIVES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées à minima annuellement sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L 514-5 et L514-8 du Code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

### CHAPITRE 10.2 MODALITÉS D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO-SURVEILLANCE

L'exploitant respecte les dispositions des arrêtés ministériels suivants :

- arrêté ministériel du 07/07/09 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence
- arrêté ministériel du 11/03/10 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.

#### ARTICLE 10.2.1. AUTO-SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ATMOSPHÉRIQUES

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Pour les flux et concentrations figurant dans le titre 3 du présent arrêté, une mesure annuelle minimum doit être réalisée.

**Article 10.2.1.1. Auto surveillance des rejets atmosphériques de l'unité de traitement des événements et de l'unité de traitement d'une décomposition ZDDP**

Les dispositions du présent article ne s'appliquent que lorsque les installations des unités acide dithiosphorique (120), neutralisation (121+123) et ZDDP sont autorisées à fonctionner conformément aux dispositions énoncées à l'annexe 4 non publiable du présent arrêté.

Les mesures portent sur les rejets définis au titre 3 du présent arrêté.

**SOCREMATIC**

Les mesures portent sur les rejets définis au titre 3 du présent arrêté.

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Concentration en Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	En continu. La plage de mesure couverte est au minimum de 0-20 ppm.
Flux en Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	En continu.
Concentration en Mercaptans	En continu. La plage de mesure couverte est au minimum de 0-20 ppm.
Flux en Mercaptans	En continu.
Concentration des composés soufrés Totaux	En continu. La plage de mesure couverte est au minimum de 0-2000 ppm.
Flux des composés soufrés totaux	En continu.

En cas de défaillance de l'appareil automatique, la fréquence des mesures est définie sous la responsabilité de l'exploitant. La période écoulée entre deux mesures consécutives ne doit en aucun cas dépasser deux heures.

**Unité de traitement d'une décomposition : ZDDP**

**En entrée et en sortie** de la nouvelle unité de traitement de décomposition ZDDP :

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Concentration des composés soufrés totaux	En continu. La plage de mesure couverte permet une mesure en toute circonstance, y compris en cas de décomposition.
Flux des composés soufrés totaux	

**Article 10.2.1.2. Oxydateur thermique**

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Débit	En continu.
Température	
Concentration en oxygène	
Concentration en vapeur d'eau	
Concentration en substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	
Concentration en CO	
Concentration en poussières	Annuelle
Concentration en HCl	

Concentration en oxydes de soufre en équivalent SO <sub>2</sub>	
Concentration en oxydes d'azote en équivalent NO <sub>2</sub>	
Concentration en HAP	

**Article 10.2.1.3. Laveurs****Sortie des laveurs C2**

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Concentration des composés soufrés totaux	En continu.
Flux des composés soufrés totaux	
Concentration en Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	
Flux en Hydrogène sulfuré (H <sub>2</sub> S)	

Sous un délai de 2 mois à compter de la reprise d'activité des installations reliées, l'exploitant fait procéder à des mesures, selon les procédures normalisées, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés, sur les émissaires référencés 11, 12 et 13 à l'article 3.2.3 du titre 3 du présent arrêté, sur les paramètres suivants (flux et concentration) :

- oxygène ;
- H<sub>2</sub>S ;
- Mercaptans.

#### Laveur dispersants

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Concentration des mercaptans	Annuelle
Flux des mercaptans	
Concentration en HCl	
Flux en HCl	

#### Laveur PIBSA

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Concentration des mercaptans	Annuelle
Flux des mercaptans	
Concentration en COVNM	
Flux des COVNM	

#### Laveur du bac de stockage T101038

Paramètres	Fréquence de l'auto-surveillance
Concentration des mercaptans	Annuelle
Concentration en HCl	

#### **Article 10.2.1.4. Chaudières**

L'exploitant réalise l'autosurveillance des rejets atmosphériques des chaudières dont les rejets sont définis dans le titre 3 du présent arrêté conformément aux prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'exploitant réalise l'autosurveillance des rejets atmosphériques des chaudières dont les rejets sont définis dans le titre 3 du présent arrêté conformément aux prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2915 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 10.2.1.5. Unité de remplissage**

L'exploitant réalise **sous 1 mois après le démarrage de l'unité de remplissage** une mesure des émissions atmosphériques de l'unité de remplissage (concentration et flux des substances émises sur 24 heures). Ces mesures sont notamment prises en compte dans le cadre du dossier de réexamen périodique prescrit à l'article 1.6.3.1 du présent arrêté. L'exploitant informe l'inspection **sous 1 mois à réception du rapport de mesures** précité dans le cas de non-conformité relevée accompagné d'un plan d'actions avec échéances.

#### **Article 10.2.1.6. Mesures comparatives**

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 du présent titre sont réalisées à une fréquence minimale annuelle, et ce pour l'ensemble des paramètres suivis dans le cadre des opérations d'autosurveillance des rejets atmosphériques.

**Article 10.2.1.7. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement**

Des appareils de détection adaptés complétés de dispositifs visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent doivent être mis en place à proximité des installations susceptibles d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses ou odorantes en cas de dysfonctionnement d'une unité.

A intervalles réguliers selon une fréquence définie par l'exploitant, celui-ci procède à une évaluation du niveau d'odeur perçu dans l'environnement et lié à ses activités. Les modalités de mesure et les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Article 10.2.1.8. Gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des substances présentant des risques sanitaires aigus importants ou susceptibles de générer des incommodités fortes sur de grandes distances - Méthodes de prélèvement et de mesure et modalités opérationnelles**Cas des événements qui ne sont pas susceptibles de durer dans le temps (moins d'une journée)

A défaut de contractualiser avec un laboratoire indépendant susceptible d'intervenir dans des délais compatibles avec la cinétique de l'événement, l'exploitant doit se doter de dispositifs de prélèvement et de mesure simples à mettre en œuvre (dans la mesure où ces moyens existent sur les substances concernées), par exemple des tubes colorimétriques (5 au minimum par substances) ou des sacs de prélèvement ou des canisters.

Ces dispositifs de prélèvement et de mesure doivent permettre de couvrir l'ensemble de la durée de l'événement et permettre sur demande, le cas échéant, de refaire un prélèvement par une personne tierce (laboratoire indépendant, AASQA, SDIS...) ou en présence d'une personne tierce (inspection des installations classées, AASQA, SDIS...).

La chaîne de prélèvement et de mesure doit être précisée dans le POI de l'article 2.4.8.2 de l'annexe 2 des prescriptions annexées au présent arrêté des dispositions, en particulier si d'autres acteurs qui auraient donné leur accord préalable (AASQA, SDIS, moyens mutualisés d'une plateforme ...) interviennent dans cette chaîne.

Il est possible d'avoir un intervenant pour le prélèvement et un autre pour l'analyse ou la mesure.

Cas des événements susceptibles de durer dans le temps (plus d'une journée)

Dans ce cas, le recours systématique à un organisme indépendant pour la réalisation des prélèvements et mesures est exigé.

A défaut de contractualiser avec un organisme indépendant, l'exploitant doit s'assurer la possibilité de pouvoir faire intervenir un laboratoire parmi au moins trois laboratoires différents, dont il s'est assuré être, en capacité d'intervenir, à la fois en termes techniques et de délai (avec une mention non contractuelle du délai d'intervention pour le prélèvement / mesure qui peut être de plusieurs jours).

En fonction de leur disponibilité, des modalités analogues à celles présentées dans le paragraphe précédent sont à prévoir par l'exploitant pour garantir que des prélèvements et des mesures puissent être effectués durant les premiers temps de l'événement et dans l'attente de la mobilisation du laboratoire.

Cas général

La plage de mesure des dispositifs de prélèvement et de mesure doit permettre de comparer la concentration mesurée aux seuils des effets potentiellement toxiques de la substance lorsque ceux-ci ont été déterminés.

Pour les substances susceptibles de générer des effets toxiques irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, en dehors de limites de propriété et atteignant des zones occupées par des tiers importants à l'extérieur du site et non couvertes actuellement par une méthode reconnue de prélèvement et / ou de mesure, l'exploitant doit proposer, dans la mesure du possible, une méthode alternative de mesure de la concentration dans l'air (molécule traceur, méthode non normée mais permettant d'obtenir des résultats représentatifs...).



*Les dispositifs retenus par les exploitants doivent permettre dans la mesure du possible, d'une part de disposer d'échantillons conservatoires de la phase aiguë et d'autre part de mesures régulières des émissions accidentelles hors site pour confirmer l'efficacité des mesures prises et informer la population.*

### ARTICLE 10.2.2. RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines, comme définies à l'article 4.1 du titre 4 du présent arrêté, sont munies d'un ou plusieurs dispositifs de mesure totalisateur.

Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats font apparaître les consommations relatives à chaque type d'approvisionnement. Ils sont portés sur un registre.

### ARTICLE 10.2.3. AUTO-SURVEILLANCE DES EAUX RÉSIDUAIRES

Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

Concernant les rejets des circuits liés aux installations relevant de la rubrique n°2921 de la nomenclature des installations classées (TAR) l'exploitant met en œuvre les dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur applicable à ce type d'installation.

L'exploitant effectue a minima annuellement une autosurveillance de ses rejets d'eaux pluviales (ponctuel) et vérifie la conformité des rejets aux valeurs limites d'émissions prescrite dans le titre 4 des prescriptions annexées au présent arrêté.

#### **Article 10.2.3.1. Surveillance des eaux au rejet des eaux de ruissellement de la zone sinistrée vers le réseau interne de l'usine.**

Les paramètres suivants doivent être mesurés selon la périodicité ci-dessous :

Paramètres	Surveillance		
	La première semaine de démarrage du système de traitement in situ	Seconde semaine après le démarrage du système de traitement in situ	Un mois après le démarrage du système de traitement in situ
pH T°C Débit Conductivité Turbidité	En continu		
DCO	Une analyse par jour dans le laboratoire interne de l'exploitant Une analyse hebdomadaire par un laboratoire externe agréé		
DBO5 MES	Quotidien	Hebdomadaire	
HCT	Quotidien	Hebdomadaire	
HAP Naphtalène	Quotidien	Hebdomadaire	
BTEX : Benzène Toluène Ethylbenzène Xylènes	Quotidien	Hebdomadaire	
Indice phénol	Quotidien	Hebdomadaire	
Azote global	Quotidien	Hebdomadaire	
Zn Phosphore Soufre	Quotidien	Mensuel	
Métaux totaux	Quotidien	Mensuel	
Composés fluorés ion fluorure	Au démarrage	1/ semaine	1/ mois

**Article 10.2.3.2. Surveillance des eaux au rejet dans la Seine : Rejet n°2**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance du rejet en Seine. Les paramètres suivants doivent être mesurés selon la périodicité ci-dessous.

Eaux issues du rejet vers le milieu récepteur : N°2 (Cf. repérage du rejet sous l'article 4.3.5 du présent arrêté)		
Débit	Moyen 24h	Mesure en continue
pH		
COT		
DCO		Hebdomadaire
DBO5		
MES		
Hydrocarbures		
Zinc et ses composés		Mensuelle
Nonylphénols		
Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP)		

Les autres paramètres ayant des valeurs limites d'émissions dans le titre 4 des prescriptions annexées au présent arrêté doivent être mesurés à minima annuellement.

Les résultats doivent être transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées accompagnés des commentaires sur les causes de dépassement et sur les actions correctives prévues ou mises en œuvre via l'application GIDAF.

Tout fait de pollution accidentelle doit être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du Service de Police des Eaux et de l'Inspection des Installations Classées.

**Article 10.2.3.3. Surveillance des eaux au rejet dans la Seine : Rejet n°3**

L'exploitant réalise une autosurveillance annuelle du rejet aqueux n°3. L'exploitant informe l'inspection **sous 1 mois à réception du rapport de mesures** précité dans le cas de non-conformité relevée accompagné d'un plan d'actions avec échéances.

**Article 10.2.3.4. Mesures comparatives**

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 10.1.2 du présent titre sont réalisées à une fréquence minimale annuelle, et ce pour l'ensemble des paramètres suivis dans le cadre des opérations d'autosurveillance des rejets aqueux.

La mesure des concentrations et des flux des différents polluants sus-visés doit être effectuée au moins annuellement par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009, relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de références. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée.

**ARTICLE 10.2.4. SUIVI DES DÉCHETS**

L'exploitant est tenu de faire une déclaration annuelle à l'administration concernant sa production de déchets dangereux (plus de 2 tonnes par an, activité visée au point 4.d de l'annexe I du règlement n° 166/2006) conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif à la déclaration annuelle à l'administration pris en application des articles 3 et 5 du décret n° 2005-365 du 30 mai 2005.

Elle est adressée à l'inspection des installations classées dans le cadre de la télé-déclaration des émissions polluantes et des déchets et donc transmise, au plus tard le 31 mars de l'année n+1 au titre de l'année n.

## ARTICLE 10.2.5. AUTO-SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES

L'exploitant réalise et transmet à l'inspection des installations classées **sous 3 mois après le démarrage de l'unité de remplissage** une mesure des émissions sonores du site par un organisme ou une personne qualifiée dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins dont le choix est communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées peut demander.

En cas de non-conformité, les résultats de mesure sont transmis à l'inspecteur des installations classées accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

## ARTICLE 10.2.6. SURVEILLANCE PÉRIODIQUE DU SOL

Une surveillance périodique est effectuée au moins tous les dix ans pour le sol. Elle est initiée à la remise du rapport de base (prochaine publication au journal officiel de l'Union Européenne des conclusions associées à la rubrique principale définie à l'article 1.2.1 du titre I). Cette surveillance porte à minima sur les substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement ainsi que sur les substances suivantes.

La surveillance du sol porte à minima sur le pH, les hydrocarbures totaux, la somme des hydrocarbures aromatiques polycycliques, hydrocarbures aliphatiques volatils ; le phénol ; BTEX ; le cadmium, le chrome, le cuivre, le mercure, le plomb, le nickel, le zinc. Par ailleurs, les échantillons de sol font également l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution des sols compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées par l'exploitant.

De plus, en cas de futurs travaux d'excavation sur le site, l'exploitant réalise en amont :

- une évaluation du risque d'exposition des travailleurs lié à la manipulation de ces terres et met en place les mesures de protection appropriées, le cas échéant ;
- une caractérisation de la qualité des terres qui sont potentiellement évacuées hors site afin qu'elles soient prises en charge par les filières agréées et appropriées.

A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

## ARTICLE 10.2.7. SURVEILLANCE DE LA QUALITÉ DES EAUX SOUTERRAINES

### Article 10.2.7.1. Généralités

L'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 susvisé.

#### Prélèvements et analyses de la qualité des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement doivent être réalisés conformément aux normes en vigueur compte tenu des caractéristiques du milieu.

Lorsque les normes existent, le laboratoire choisi pour effectuer les analyses est agréé par le Ministère en charge de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les installations classées pour la protection de l'environnement et aux normes de référence (ou tout autre texte venant le compléter, modifier ou remplacer).

Les opérations sont faites selon les règles de bonne pratique et recommandations du fascicule de documentation AFNOR FD X 31-620 de décembre 2018.

Les fiches de prélèvement et les bordereaux de suivi des échantillons sont conservés par l'exploitant afin d'assurer la traçabilité de l'échantillonnage sur toute la période de surveillance.

L'eau prélevée fait l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant.

Les échantillons sont prélevés en respectant les techniques d'échantillonnage en vigueur et sont conservés et manipulés conformément à la norme NF EN ISO 5667.3 ou toute norme équivalente. Ces procédures d'échantillonnage, de conservation, de manipulation et d'analyse sont strictement identiques pendant toute la durée de la surveillance de façon à permettre la comparaison facile entre les différents résultats obtenus et, ainsi, de suivre de façon pertinente l'évolution de la qualité des eaux souterraines.

La représentativité des échantillons est notamment assurée par un pompage préalable permettant d'extraire avant la prise d'échantillon un volume au moins égal à 3 fois le volume du piézomètre. Si, du fait notamment de progrès scientifiques, techniques ou technologiques, des modifications devaient être apportées à la réalisation de ces différentes procédures, le responsable du site doit en informer au préalable, pour accord, l'Inspection des Installations Classées en justifiant que ces modifications ne sauraient entraîner de variation significative des résultats.

En fonction de l'évolution des activités de l'établissement (utilisation et fabrication de nouveaux produits, etc.), l'exploitant informe l'Inspection des Installations Classées de la nécessité de modifier les paramètres de surveillance.

Les résultats des campagnes d'analyses et leurs interprétations sont communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception et au plus tard 10 semaines après la date des prélèvements. Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les résultats sont présentés sous forme de tableaux synthétiques mentionnant les valeurs de référence et, en annexe, la copie des certificats d'analyses et des fiches d'échantillons conformes à la norme AFNOR FD X31-615.

Les tableaux font également référence à la situation des marées. De plus, l'exploitant transmet également un tableau des niveaux piézométrique relevés (exprimés en mètres NGF), ainsi qu'une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

En cas de dépassement des valeurs de référence ou de dérive observée, les résultats sont commentés et les causes en sont recherchées.

L'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus :

- comparaison amont / aval en précisant le sens d'écoulement de la nappe ;
- évolution des résultats par rapport aux années précédentes ;
- comparaison des résultats avec des valeurs de référence (arrêté ministériel du 17/12/08, arrêté ministériel du 11/01/07...).

L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.

Ce programme d'analyses peut être revu chaque année en fonction des résultats d'analyses et de leur évolution. L'abandon de substances est motivé par l'exploitant et soumis à autorisation de l'inspection des installations classées.

Les résultats et leur interprétation sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résultats sont rentrés dans l'outil GIDAF.

### Bilan quadriennal

Tous les 4 ans (premier rapport en 2024), l'exploitant remet au préfet de la Seine-Maritime un rapport de synthèse dans le cadre des surveillances décrites dans les articles 10.2.7.3 et 10.2.7.4 comprenant à minima :

- les éléments demandés pour les rapports d'analyses périodiques ;
- le rappel du contexte de la surveillance (objectifs, dimensionnement et justification des ouvrages de surveillances, éléments recherchés...) ;
- une analyse de la surveillance sur la période des 4 années écoulées ;
- le cas échéant, les propositions de modification de la surveillance (substances, périodicité, implantation et dimensionnement des piézomètres...) ;
- tout autre élément que l'exploitant juge utile de porter à la connaissance de l'inspection des installations classées et permettant d'argumenter toute modification de la surveillance.

### Entretien des piézomètres

L'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir leur efficacité, ainsi que la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des piézomètres. Tout déplacement de point de surveillance, tout incident pouvant compromettre les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées.

L'entretien et la cessation d'utilisation des ouvrages se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Les piézomètres sont aménagés et équipés de manière à éviter toute infiltration d'effluents susceptibles de polluer la nappe phréatique. Ainsi, il convient notamment :

- d'étanchéifier le sol autour des ouvrages avec une pente vers l'extérieur ;
- d'équiper les orifices d'accès aux ouvrages d'un capot étanche.

En cas de cessation d'utilisation d'un piézomètre, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et prend les mesures appropriées pour son obturation ou son comblement afin d'éviter la pollution de toute nappe souterraine. L'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de ce piézomètre afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit sa réalisation. La réalisation de tout nouveau piézomètre ou la mise hors service d'un piézomètre est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Le réseau doit rester pérenne tant qu'il est nécessaire au suivi analytique des eaux susceptibles d'être contaminées du fait des composés mis en évidence dans la nappe au droit de la zone sinistrée.

#### **Article 10.2.7.2. Surveillance IED**

Une surveillance périodique est effectuée au moins **tous les cinq ans** pour les eaux souterraines sur au moins 3 piézomètres au niveau du site (dont 1 en amont et 2 en aval du site).

Cette surveillance porte au moins sur les substances ou mélanges pertinents visés au 2° du I de l'article R. 515-59 du Code de l'environnement ainsi que sur les paramètres listés aux articles 10.2.7.3 et 10.2.7.4 du présent titre.

Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques identifiées dans le rapport de base.

#### **Article 10.2.7.3. Surveillance des eaux souterraines – phase flottante**

L'exploitant dispose d'un réseau de 21 piézomètres au minimum au niveau du site (répartis entre l'amont et l'aval du site) conformément à l'annexe 2 du présent arrêté.

Une surveillance périodique est effectuée au moins **tous les deux ans** pour les eaux souterraines sur l'ensemble des piézomètres au niveau du site à savoir : **PZ1 ; 2 ; 3 ; 4bis ; 5 ; 6 ; 8 ; 10 ; 12 ; 14 ; 16 ; 18 ; 21 ; 22 ; 24 ; 26 ; 27 ; 33 ; 34 ; 35 ; 36**.

Cette surveillance porte au moins sur les paramètres listés au présent article.

L'exploitant met en place des dispositifs de récupération de phase flottante (par exemple sous forme de boudins absorbants et de filtres passifs) sur les piézomètres impactés par la phase flottante.

L'exploitant remplace les ouvrages détruits localisés dans la zone H par 2 nouveaux piézomètres (PZ33 et 34) et compléter son réseau de piézomètres comme suit :

- o un ouvrage localisé en amont hydraulique de cette zone (aval hydraulique du cimetière), intitulé PZ33 ;
- o un second ouvrage localisé au Nord-Ouest de cette zone, en aval/latéral hydraulique de la parcelle adjacente exploitée anciennement par la société MATTHYS et pouvant présenter un impact sur les milieux, intitulé PZ34 ;
- o des piézomètres complémentaires afin de pouvoir inclure l'ensemble du site (également la partie RAMERY) PZ35 et PZ36.

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après pour les piézomètres suivants : PZ1 ; 2 ; 3 ; 4bis ; 5 ; 6 ; 8 ; 10 ; 12 ; 14 ; 16 ; 18 ; 21 ; 22 ; 24 ; 26 ; 27 ; 33 ; 34 ; 35 ; 36 :

PARAMÈTRES	Fréquence révisée
Niveaux piézométriques et des phases flottantes	Tous les 2 ans (en périodes de basses et hautes eaux) Sur les piézomètres identifiés dans le présent arrêté

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après pour les piézomètres suivants : PZ1 ; 2 ; 5 ; 6 ; 8 ; 10 ; 12 ; 14 ; 16 ; 18 ; 21 ; 33 ; 34 ; 35 ; 36 :

PARAMÈTRES	Fréquence révisée
HCT C5-C10 et C10-C40	<b>Tous les 2 ans</b> (en périodes de basses eaux)
COV	
CAV : BTEX et alkylbenzène	
Phosphore	
Indice phénol	
HAP	
Fluorure (PFOA et PFOS)	

Les paramètres suivis et les fréquences d'analyses sont définis dans le tableau ci-après pour les piézomètres suivants : PZ3 et 4bis :

PARAMÈTRES	Fréquence révisée
COV	<b>Tous les 2 ans</b> (en périodes de basses eaux)
Alkylbenzène	
Phosphore	
Indice phénol	

#### **Article 10.2.7.4. Surveillance de la qualité des eaux souterraines – zone sinistrée du site par l'accident du 26 septembre 2019**

L'exploitant dispose d'un réseau minimal de 6 piézomètres (répartis entre l'amont et l'aval hydraulique de la zone sinistrée du site par l'accident du 26 septembre 2019) conformément à l'annexe 3 du présent arrêté. Les piézomètres sont les suivants : PZ3 ; 4bis ; 28 ; 30 ; 31 ; et 32.

Une surveillance périodique est effectuée **tous les 6 mois** pour les eaux souterraines sur l'ensemble des 6 piézomètres précités.

Cette surveillance porte au moins sur les paramètres listés au présent article.

Les paramètres suivants sont recherchés sur l'ensemble des piézomètres :

- indices organoleptiques (couleur, aspect, turbidité),
- niveau piézométrique,
- température, conductivité électrique, pH et potentiel redox,
- indice hydrocarbures (HC C<sub>10</sub>-C<sub>40</sub>) ;
- indice hydrocarbures (HC C<sub>5</sub>-C<sub>10</sub>) ;
- HAP (16 congénères nomenclature US EPA) ;
- Somme des composés aromatiques volatils ;
- BTEX :
  - Benzène,
  - Toluène,
  - Ethylbenzène,
  - Xylènes,
- Soufre ;
- métaux (cobalt, antimoine, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb, et zinc) ;
- triméthylbenzène ;
- PFOA ;
- PFOS.

En outre, les niveaux piézométriques de chaque ouvrage de surveillance ainsi que des éventuelles phases flottantes sont relevés à chaque campagne de prélèvement.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

## **CHAPITRE 10.3 SUIVI, INTERPRÉTATION ET DIFFUSION DES RÉSULTATS**

### **ARTICLE 10.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du chapitre 10.2, notamment celles de son programme d'autosurveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application des articles R181-13 5° et R122-5 du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

### **ARTICLE 10.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE**

Si les résultats mettent en évidence une pollution, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour rechercher l'origine de la pollution et, si elle provient de ses installations, en supprimer les causes. Dans ce cas, il doit en tant que de besoin entreprendre les études et travaux nécessaires pour réduire la pollution. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Sans préjudice des dispositions de l'article R512-69 du Code de l'environnement, l'exploitant établit avant la fin de chaque mois calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses imposées au chapitre 10.2 du mois précédent. Ce rapport, traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au chapitre 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...), ainsi que de leur efficacité.

Il est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées pendant une durée de 10 ans.

Les résultats de l'autosurveillance des rejets en eau, du suivi des légionelles, et des eaux souterraines sont transmis par l'exploitant par le biais du réseau Internet, appelé GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto surveillance Fréquentes).

### **ARTICLE 10.3.3. TRANSMISSION DES RÉSULTATS DE L'AUTOSURVEILLANCE DES DÉCHETS**

Les justificatifs évoqués au chapitre 10.2.4. doivent être conservés (10 ans).

### **ARTICLE 10.3.4. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RÉSULTATS DES MESURES DE NIVEAUX SONORES**

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 10.2.5 du présent titre sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

Les éléments suivants doivent être présents dans le rapport transmis :

- carte présentant la situation de l'urbanisation dans les zones d'émergence réglementées, opposable le jour de la mesure, et localisant les cibles les plus exposées,
- les critères de choix et l'emplacement des points de mesure,
- les résultats des analyses et le positionnement vis-à-vis des valeurs réglementaires,
- les investigations complémentaires à mener en cas de dépassement.



## CHAPITRE 10.4 BILANS PÉRIODIQUES

### ARTICLE 10.4.1. DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS POLLUANTES ET DES DÉCHETS

L'exploitant est tenu de réaliser chaque année une déclaration de ses émissions polluantes et de sa production de déchets. Celle-ci est effectuée sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement prévu à cet effet ou, à défaut, par écrit et est adressée au service chargé du contrôle de l'établissement.

Elle contient notamment :

1. les utilisations d'eau (le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées) ;
2. la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

### ARTICLE 10.4.2. BILAN DES SUBSTANCES DANGEREUSES

Conformément aux articles 3 et 4 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatifs à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ainsi qu'à l'article R515-86 du code de l'environnement, l'exploitant procède au recensement régulier des substances ou préparations dangereuses susceptibles d'être présentes dans l'établissement (nature, état physique, et quantité).

Tout changement notable apporté aux installations doit être signalé dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées avec transmission du bilan actualisé au préfet.

### ARTICLE 10.4.3. BILAN ANNUEL DU SYSTÈME DE GESTION DE LA SÉCURITÉ

Conformément à l'article L515-40 du code de l'environnement, l'exploitant met en place un système de gestion de la sécurité, et tient à jour ce système.

Conformément à l'article R515-99 du code de l'environnement, l'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité prévu à l'article L. 515-40 et lui affecte des moyens appropriés.

Ce système de gestion de la sécurité est réalisé pour la première fois ou réexaminé et mis à jour :

- avant la mise en service d'une nouvelle installation ;
- lorsque l'exploitant porte à la connaissance du préfet un changement notable ;
- dans le délai de deux ans à compter de la date où les installations sont soumises aux dispositions de la sous-section 2 de la section 9 du chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- à la suite d'un accident majeur.

Les catégories d'informations contenues dans le système de gestion de la sécurité respectent l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014-relatifs à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

Conformément à l'article D 125-34 du code de l'environnement, les exploitants des sites SEVESO seuil haut adressent au moins une fois par an à la commission de suivi de site un bilan qui comprend en particulier :

- 1° Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- 2° Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu mentionné à l'article L. 515-40 ;
- 3° Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R. 512-69 du code de l'environnement ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- 4° Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- 5° La mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.